

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°358 - 16 au 29 avril 1982

18^e ANNÉE 3F*Le conflit des Malouines*

CONTRE LES REQUINS GROS ET PETITS

Qu'est-ce qui a donc provoqué le branle-bas de combat dans la Royal Navy, qui expédie trente navires vers les îles Malouines déclarées «zone de guerre» ?

Bien qu'elle cingle vers les mers du Sud, ce n'est certes pas la guerre à la disette, dont souffre un habitant sur quatre du Tiers Monde. Non, si la Royal Navy s'est mise en mouvement, c'est pour venger la «terrible humiliation» que vient de lui faire subir l'Argentine en s'emparant par la force de quelques îlots en plein Océan qui sont sous sa pleine souveraineté. Du moins en vertu du droit que s'est attribué l'Angleterre quand elle était encore la maîtresse des mers et l'impérialisme dominant, et qu'elle tenait l'Argentine sous sa coupe. Ou en tout cas, c'est, plus modestement pour placer ses pions pour une éventuelle négociation.

Or, aujourd'hui que l'impérialisme anglais décline, et que de nouvelles bourgeoisies se développent, en voilà une, l'argentine, qui s'avère capable de faire valoir son propre droit, qu'elle détient en vertu de textes qui sont restés lettre morte tant que le rapport des forces ne lui était pas favorable.

Il y a là une première leçon à tirer pour le prolétariat: qui a la force a le droit! Il n'y a pas d'autre loi entre les Etats. Mais cela est aussi vrai pour les rapports entre les classes. La bourgeoisie règne par la force; aussi a-t-elle

pour elle le droit, la légitimité, la légalité, etc., qu'elle appelle le prolétariat à respecter. Que la classe ouvrière arrache ce secret à l'ennemi de classe, qu'elle en fasse également sa vérité, et elle fera de grandes choses!

Il va sans dire que l'impérialisme français se trouve du côté de l'Angleterre dans cette histoire. Et il a décrété officiellement l'embargo sur les ventes d'armes — on sait ce que ça vaut! — à l'Argentine, en même temps que les autres Etats européens. Quel mauvais exemple en effet pour tous les pays au large desquels la France s'est approprié un îlot dans sa longue histoire coloniale. Imaginez que, profitant d'un moment de faiblesse de notre chère patrie, comme cela peut arriver dans cette période troublée, ces Etats s'enhardissent et que, par exemple, le Brésil se mette à revendiquer la Guyane, l'Australie la Nouvelle-Calédonie, Madagascar la Réunion, et la liste n'est pas close! Adieu alors les richesses qui se cachent au fond des mers, la main-d'œuvre à bon marché, les points stratégiques, c'est-à-dire les privilèges impérialistes!

En attendant, le fait que le vieil impérialisme anglais, cet ennemi coriace du prolétariat, ait aujourd'hui du mal à défendre les restes de son empire colonial contre ses

(Suite page 2)

Gouvernement de gauche

SÉCURITÉ ET... AUSTÉRITÉ

Imperturbablement, les partis de gauche aujourd'hui au gouvernement, et en particulier le PC, continuent à pointer le doigt sur le patronat et les classes moyennes en grogne (petite-bourgeoisie de la boutique, professions libérales, etc.) pour désigner à la classe ouvrière le responsable de tous ses malheurs et l'appeler à soutenir l'action du gouvernement «contre la bourgeoisie». Et les ex-gauchistes, aujourd'hui encroûtés dans la bureaucratie syndicale et la vie associative, leur emboîtent le pas, apportant comme élément «critique» la revendication que le gouvernement mobilise vraiment la classe ouvrière pour mener sa «politique de réformes».

Il est vrai que ces couches bourgeoises-là sont les plus rétrogrades de la société, celles qui font peser sur la classe ouvrière l'exploitation la plus vive parce qu'elles compensent leur situation défavorable dans la concurrence par une exploitation accrue des travailleurs, et doublent le despotisme d'usine des rigueurs d'un archaïsme dans les rapports sociaux (droit divin, refus du syndicalisme, etc.).

Mais il ne faut pas se laisser tromper par la démagogie d'un PCF qui, lorsque Gattaz va voir Mitterrand, accuse dans *L'Humanité* le CNPF de lancer au gouvernement la revendication de l'«enrichissez-vous!». Il oublie sim-

plement de dire qu'il y a quelques semaines seulement Louis Mermaz, président de l'Assemblée, lançait précisément au patronat «Enrichissez-vous!» et expliquait que seules des entreprises riches peuvent donner à l'Etat les moyens de remplir son rôle et aux ouvriers de récolter quelques miettes, ce qui n'est rien d'autre que la description du fonctionnement du capitalisme.

Or, qui sont ces entreprises? Sur 2,5 millions d'entreprises recensées, 500 seulement détiennent les 2/3 de tous les capitaux investis en France. Ce sont donc ces 500 qui décident et pas la piétaille patronale ou les classes moyennes, qui indisposent le gouvernement et entravent ses réformes.

C'est dans ce secteur, étroit mais puissant, qui est exactement pour moitié public et pour moitié privé mais où les intérêts publics sont plus concentrés, que se détermine la politique de l'Etat, celle que tous les canaux de la presse «indépendante», de gauche comme de droite, appellent aujourd'hui de leurs vœux, celle qui consiste à «se mettre à l'écoute du patronat» en difficulté dans la concurrence internationale avivée par la crise, à limiter les charges des entreprises, à limiter strictement le pouvoir d'achat des travailleurs, à réduire sévèrement le déficit budgétaire — et en parti-

(Suite page 2)

POUR LE PARTI D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

Lire page 3

SALUT A LA GRÈVE DE FLINS!

Tout Flins est paralysé: pas une R5, pas une R18 ne sort. Un patron qui perd une voiture toutes les 25 secondes, au bout de 15 jours de grève, il commence à tirer sérieusement la langue surtout quand cette voiture se vend comme la R5: c'est pourquoi la direction de Flins pour casser le mouvement compte sur le lock-out des ateliers sellerie, peinture et mécanique pour le mardi 13/4. 6.700 ouvriers sur le pavé, comme avec Giscard en 1978: le voilà le changement!

LIRE PAGE 4

Un an après le 10 mai

BILAN SOCIAL (2) : Les amortisseurs syndicaux

Quel est l'état des amortisseurs syndicaux dont dispose actuellement la bourgeoisie en France? C'est la question que nous avons posée à la fin du précédent article (*Le Prolétaire* n°357). Question que se pose aussi le gouvernement, qui se demande jusqu'à quel point il peut les utiliser pour occuper et contenir à la fois les mécontents. Il a même lancé un sondage là-dessus: les syndicats ont-ils trop d'importance, pas assez, etc.?

LIRE PAGE 3

La classe ouvrière et la question d'Israël

Un vent de révolte souffle à nouveau sur la Cisjordanie occupée, tandis qu'on craint une énième intervention israélienne au Sud-Liban. Ici, la diplomatie de Mitterrand cherche à élaborer une combinaison idéale entre, d'un côté l'autodétermination des Palestiniens sous la forme d'un mini-Etat, propre à satisfaire la bourgeoisie palestinienne sans toutefois que les grandes masses exploitées et en particulier les réfugiés y trouvent leur compte et, de l'autre côté, la garantie qu'Israël puisse assurer correctement sa mission de gendarme au Moyen-Orient. C'est à ce moment précis qu'un flic israélien est exécuté à Paris.

Tout cela braque encore une fois les feux de l'actualité sur l'Etat-pied noir d'Israël, et nous appelle à préciser la position réellement internationaliste et révolutionnaire qui doit être celle du prolétariat à son égard, tout en étant conscients que cette position se heurte dans un pays impérialiste comme la France à de fortes traditions politiques qui se conjuguent pour chercher à lui barrer le chemin.

Il faut d'abord avoir présent à l'esprit que l'agitation menée par la droite à la fin du siècle dernier autour de l'affaire Dreyfus, où se mêlaient les thèmes antisémites, cléricaux et monarchistes, a été l'occasion d'une campagne de «défense de la République» où le parti ouvrier a capitulé devant la démocratie petite-bourgeoise en abandonnant toute indépendance politique.

Le même «réflexe républicain» a joué dans les années trente, où la croisade antisémite du nazisme a été un des prétextes de l'alignement du PCF sur la gauche démocratique et a justifié, entre autres choses, la défense de l'Etat impérialiste français, jusque là dénoncé comme ennemi de la classe ouvrière même dans sa forme démocratique.

Dans ces conditions, l'extermination des Juifs par le nazisme dans la seconde guerre mondiale n'a pas été le motif d'une lutte sans merci contre le capitalisme mais une nouvelle justification pour défendre les démocraties occidentales, c'est-à-dire un camp impérialiste contre l'autre. Et ce ne sont pas les persécutions antisémites qui grandissent aujourd'hui de nouveau dans les pays de l'Est qui viennent éclaircir le problème.

L'attentat de la rue Copernic a encore récemment révélé la force du réflexe républicain ou démocratique et l'importance de sa composante «anti-antisémite», puisque l'ex-extrême gauche s'est retrouvée avec la gauche démocratique, la droite libérale et même le sionisme, pour défendre les mêmes valeurs éternelles de la démocratie.

C'est ce poids terrible qui explique la réaction aberrante d'un Faurisson qui s'est imaginé pouvoir combattre l'utilisation mystificatrice d'Auschwitz par la démocratie impérialiste en... niant Auschwitz! Il n'a pas compris que les camps d'extermination, les ghettos et les progroms existent bel et bien, et sont justement une raison de plus pour en finir avec l'impérialisme sous toutes ses formes. Et la plus hypocrite n'est autre que la forme démocratique, tout aussi responsable que l'autre, la forme «totalitaire» de massacres et d'exterminations. Il suffit de rappeler que le 8 mai, fête en France comme le jour de la «Libération», coïncide en Algérie avec le bombardement de Setif et Constantine par l'aviation, signe avant-coureur d'une guerre coloniale où la démocratie française s'est rendue responsable d'un million de morts.

(Suite page 2)

La classe ouvrière et la question d'Israël

(Suite de la page 1)

Le silence et le brouillard épais qui règnent ici sur la barbarie de l'oppression nationale-coloniale dont sont victimes les masses palestiniennes sous la botte d'Israël, ne tient pas seulement à la fascination exercée par les persécutions des Juifs en Europe centrale et orientale sur la conscience démocratique, fascination qui a fini par submerger dans les années trente les éclairs révolutionnaires qu'avait manifestés le prolétariat français au lendemain de la première guerre mondiale. Il est aussi pour partie le résultat d'une forte tradition social-impérialiste qui s'est appuyée sur les «grands souvenirs» de la révolution démocratique de 1789-93.

La colonisation s'est faite en effet l'héritière de l'idéologie de la révolution française, que la démocratie a transformée en chauvinisme avec le mythe de la «Grande Nation» qui apporte ses lumières à l'Europe et au monde entier.

On sait comment l'Internationale Communiste a dû combattre dans le PCF des années 20 la tendance social-impérialiste qui considérait les masses coloniales algériennes comme incapables de faire une révolution et les invitait à attendre sagement leur libération d'une révolution socialiste en France. Mais on oublie trop souvent que c'est cette tendance qui a définitivement triomphé dans les années trente avec le stalinisme-thorézisme.

Ces deux facteurs, l'antisémitisme démocratique et le social-impérialisme lui-même naturellement démocratique, expliquent que la propagande sioniste ait pu si facilement pénétrer dans la conscience démocratique au sortir de la seconde guerre mondiale. Le fait que la Russie de Staline a porté en même temps que les démocraties occidentales l'Etat hébreu sur les fonts baptismaux n'a pas pu contribuer non plus à endormir la

classe ouvrière.

Si la colonisation juive en Palestine était une bonne occasion pour les impérialismes victorieux en 1945 de se débarrasser de l'épineuse question juive en Europe tout en se constituant un client dévoué dans la zone stratégique du Moyen-Orient, elle put aisément être justifiée dans ces conditions comme le juste «retour à la terre promise» d'un peuple atrocement persécuté et comme «un pas en avant de la civilisation» sur les ténèbres d'un monde arabe encore féodal, et ce malgré les crimes déjà commis dans l'entre-deux guerres par l'alliance du sionisme et de l'impérialisme anglais.

Que la colonisation juive ait été un facteur d'accélération de la transformation capitaliste du Moyen-Orient est un fait indéniable, mais c'est aussi vrai pour la colonisation française en Algérie, ce qui n'empêche pas que, dialectiquement, la révolution se soit trouvée du côté du mouvement national algérien contre l'impérialisme français. Surtout la colonisation juive en Palestine a coïncidé précisément avec l'ascension révolutionnaire du mouvement national arabe, ce qui prouve que la société arabe portait déjà en elle-même les forces capables d'opérer la transformation bourgeoise, et l'Etat d'Israël s'est justement opposé à ce mouvement, contre lequel il a fait office de mercenaire de la réaction impérialiste.

Il est important de noter que la vague du gauchisme soixante-huitard a trouvé en France une part de ses sources d'inspiration d'abord dans la révolution algérienne puis dans la révolution palestinienne. Mais il est aussi significatif que le poids de ce facteur n'ait pas suffi à démolir la mystification du caractère «progressif» et «légitime» de la colonisation juive qui s'exprime dans la revendication de «concessions récipro-

ques» entre le mouvement national arabe — et palestinien en particulier — et la colonisation juive.

C'est ainsi que les trotskystes de la IV^e Internationale, par exemple, acceptent bien en paroles la revendication de la «destruction de l'Etat sioniste», mais demandent au mouvement des masses exploitées palestiniennes, mouvement d'une nationalité opprimée, d'atténuer lui l'intransigeance de sa revendication nationale, tandis qu'ils prennent des gants avec la nationalité qui opprime, en se réfugiant derrière la thèse de la «nation juive». Comme si la manifestation concrète de cette notion, que le marxisme a toujours combattue comme réactionnaire pouvait être autre chose que la constitution d'un Etat précisément fondé sur la discrimination nationale-religieuse, et donc autre chose qu'une concession au sionisme, qu'on voudrait, dans l'esprit typiquement conciliateur des petits-bourgeois, débarrasser de ses conséquences désagréables... en se bouchant les yeux pour ne pas voir qu'elles lui collent à la peau (*).

Il existe aussi une position qui prend formellement le contre-pied du «gauchisme» officiel, en appelant le prolétariat à tourner dédaigneusement le dos aux problèmes nationaux pour sortir de son impuissance actuelle. Cette position, de type anarchisant, se croit ultra-révolutionnaire parce qu'elle invite les prolétaires arabes et juifs à lutter ensemble pour la révolution communiste. Ceci est naturellement juste de façon générale, mais le problème vient de ce qu'on ne voit pas quelles sont les voies concrètes de la réalisation de cette perspective.

Or la condition politique *sine qua non* de l'entente des prolétaires juifs et arabes réside dans la lutte inconditionnelle des prolétaires juifs contre le «privilège juif», qui met le prolétaire arabe en situation d'infériorité économique, sociale et politique, et le livre ainsi que toute la population palestinienne à une oppression bestiale. De plus, la révolte des masses opprimées palestiniennes, qui se heurte à l'Etat d'Israël et à tous les régimes arabes, et qui trouvera également de plus en plus en travers de son chemin la bourgeoisie palestinienne elle-même, est un puissant levier de la

révolution prolétarienne et communiste au Moyen-Orient.

En prêchant un internationalisme abstrait, et en ne répondant pas aux besoins politiques pressants de la lutte des masses exploitées, cette position, tout comme la précédente, ne fait qu'apporter de l'eau au moulin du social-impérialisme et du sionisme.

Il suffit pour s'en convaincre de rappeler que le PCF a ici toujours appelé les masses ouvrières des colonies à taire leurs revendications nationales au nom de la lutte de classe internationale, tandis qu'il soutenait en même temps sans vergogne tous les crimes de l'impérialisme français. La même remarque vaut pour le PC palestinien (de composition essentiellement juive), qui a historiquement soutenu la thèse que la révolution socialiste au Moyen-Orient serait l'affaire des prolétaires juifs, sous prétexte que ceux-ci sont les plus «avancés».

L'inconsistance et l'hypocrisie social-impérialiste de cette thèse saute aux yeux si l'on sait que sur les 6 millions d'ouvriers que compte aujourd'hui le Moyen-Orient arabe (Egypte comprise), seuls 400.000 travaillent en Israël, et que même sur ceux-là, seuls 250.000 sont juifs, soit 4% du total.

Mais la question quantitative est somme toute très secondaire. Si le prolétariat juif est, admettons-le, la partie la plus cultivée de la classe ouvrière de la région, il est aussi celui qui est le plus entravé dans la lutte contre le capitalisme par sa situation de caste bénéficiant de privilèges coloniaux, qui étouffent ses élans de révolte et corrompent sa conscience de classe.

Bien entendu, ces prolétaires font aussi des grèves contre la classe capitaliste juive, et ces grèves peuvent et doivent être l'occasion d'une éducation antisioniste et internationaliste, du fait qu'elles peuvent gagner en force si elles savent mieux combiner les efforts des ouvriers juifs et arabes contre l'exploiteur commun. Mais il y a encore une énorme distance entre des mouvements revendicatifs et la lutte contre le privilège juif et l'Etat d'Israël.

Marx disait au siècle dernier qu'il faudrait sans doute une guerre, où l'Angleterre serait entraînée par une révolution ouvrière en Europe, pour

permettre aux ouvriers anglais de briser les chaînes que mettait à leur lutte la domination britannique du marché mondial. Que dire alors pour les ouvriers juifs d'Israël, mis par l'impérialisme mondial dans une situation comparable à celle des «petits blancs» des Etats-Unis ?

Il est vraisemblable qu'il faudra un puissant mouvement révolutionnaire des masses ouvrières arabes — et pas seulement arabes — de la région, et même de fortes secousses dans les métropoles impérialistes, dont Israël est la continuation et l'appendice social au Moyen-Orient, pour que des fractions de la classe ouvrière juive d'Israël, et pas seulement des individus ou des groupes généraux, rallient le combat des masses prolétariennes du Moyen-Orient contre l'ordre capitaliste-impérialiste dans la région, combat que la classe ouvrière des métropoles impérialistes doit faire sien. ■

(*La propagande sioniste a tout intérêt à faire croire que la «destruction de l'Etat d'Israël» revient à l'extermination des Juifs. Est-ce que la destruction du régime colonial en Algérie a signifié l'extermination des Français par le mouvement national? La solution que le marxisme donne à la question juive, y compris en Palestine, est l'égalité totale des droits entre communautés, le respect des libertés religieuses, de langues, etc., par la minorité juive, exactement comme l'ont fait la révolution française en 1789 ou la révolution russe en 1917. C'est là le programme du prolétariat au Moyen-Orient. Nous y reviendrons sans doute prochainement.

A LIRE

«Le prolétariat et l'Etat-pied noir» d'Israël (Le Prolétaire n° 309, avril 1980)

«Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires» (Programme Communiste n°80, juillet 1979)

«L'extrême gauche "antisioniste" et la question palestinienne» (Programme Communiste n°84-85, octobre 1980)

«Auschwitz, ou le grand alibi» (brochure Le Prolétaire n°11)

SÉCURITÉ ET ... AUSTÉRITÉ LE CONFLIT DES MALOUINES

(Suite de la page 1)

culier les dépenses de Sécurité sociale —, à faire un maximum de sacrifices pour «sauver le franc».

C'est dans ce secteur que vient d'être signé l'accord sur les 35 heures à BSN-Gervais-Danone, qui subordonne ouvertement la diminution de l'horaire à une hausse plus forte de la productivité et prévoit explicitement une baisse du pouvoir d'achat par une fatigue plus grande. C'est dans ce secteur que les ouvriers de Renault-Flins réagissent aujourd'hui par la grève aux cadences infernales et au blocage des salaires.

Bref, c'est dans ce secteur, dont le centre nerveux est constitué par le capital financier, aujourd'hui capital public à 85%, que réside la forêt du capital, que l'arbre des petites et moyennes entreprises ne doit pas cacher!

Mais l'austérité se saurait venir seule. Après le 10 mai, le PS euphorique avait promis d'abolir la loi scélérate de Peyrefitte «Sécurité et Liberté» et avait décrété une libération de 5.000 emprisonnés, libération qui a été à peu près complète pour les prisonniers politiques (il est vrai que le gouvernement a dû pour cela être un peu poussé par une lutte!).

Aujourd'hui, on lance au sommet de l'Etat l'idée que les mauvais résultats des cantonales seraient dus à un trop grand laxisme gouvernemental. Désormais, on montrera moins Badinter et un peu plus Defferre, qui déploie ses efforts pour renforcer la police. L'abrogation de la fameuse loi Peyrefitte est retardée, afin de «traiter le problème de la sécurité de façon globale».

Tout cela est cousu de fil blanc. La «sécurité» est un besoin du capital. Que ce besoin rende agressives la piétaille patronale et les couches moyennes en grogne s'exprimant par le canal de partis comme le RPR et fourmillant le personnel des troupes anti-ouvrières n'est pas de nature à gêner le gouvernement.

Au contraire, celui-ci peut faire semblant de faire des concessions à cette «aspiration» qui va tout à fait dans le sens de l'«intérêt général» de la société bourgeoise, moyennant l'acceptation par les couches moyennes traditionnelles d'une partie des réformes qui les font renâcler. C'est ainsi qu'est lancée aujourd'hui une campagne de démagogie antiterroriste en quête de boucs émissaires, dont Action Directe semble être une cible toute désignée, et qui va de nouveau donner des prisonniers politiques.

Le recul de l'abrogation de cette loi a provoqué des remous au PS, en séminaire à Bougival. Même Jospin s'est plaint que son parti, nominalement au pouvoir, n'ait même pas été consulté, ce qui en dit long sur le rôle de ces Messieurs les députés socialistes. Représentants des aspirations sociales et politiques de la petite-bourgeoisie salariée et moderniste qui s'imaginent représenter toute la société parce qu'elle est au milieu des antagonismes de classes, ils placent cet «intérêt général» dans l'Etat ainsi que dans le caractère public du capital. Dans les faits ils se mettent au service du capital financier qui les utilise finalement dans la limite exacte de ses intérêts.

L'épisode prouve bien que leur rôle n'est pas de diriger l'Etat, quoi qu'on en dise aux prolétaires. Celui-ci est dirigé par le gouvernement, qui est à son tour dirigé par la présidence de la République, elle-même en prise directe sur la hiérarchie militaire, les différentes cliques bourgeoises et en fin de compte le capital financier dont le poids énorme permet d'arbitrer le tout. Et somme toute la révolte de Messieurs les députés à Bougival n'est pas allée bien loin... Il y a pas mal de compensations à la perte des illusions!

Pour les travailleurs combattifs, ceux qui veulent organiser leurs camarades contre l'exploitation et l'oppression politique capitaliste, une conclusion s'impose: il faut l'indépendance la plus totale par rapport à toutes les forces qui trouvent quelque chose à défendre dans le gouvernement de gauche. ■

(Suite de la page 1)

anciennes semi-colonies, ne peut que réjouir les prolétaires qui pensent à leur classe. Cela prouve qu'il n'est pas invincible, et que la classe ouvrière, pourvu qu'elle coupe tous les ponts avec lui et s'organise contre lui, saura également un jour triompher de lui.

Pour autant, l'épisode ne nous incline à aucune sympathie pour la bourgeoisie argentine. Pour elle, la conquête des Malouines est d'abord une opération de flibuste capitaliste classique. Sur les 1800 habitants de ces îles, les citoyens argentins se comptent sur les doigts d'une main, et l'armée argentine n'a même pas la justification de libérer quelqu'un d'une oppression nationale. Ce qu'elle convoite, ce sont les richesses pétrolières et les fameux «nœuds polymétalliques», c'est-à-dire les minerais déposés au fond de l'Océan dont, paraît-il, leur périmètre serait riche.

Il va sans dire que ce n'est pas la tâche de la classe ouvrière de prendre parti pour un petit brigand dans la dispute qui l'oppose à un grand pour se partager les fruits d'un travail dont les prolétaires n'auront, dans la meilleure des hypothèses, qu'un maigre salaire. Elle a une autre manière de régler de tels problèmes de «souveraineté»: c'est de lutter contre toutes les bourgeoisies pour une société qui considérera toutes les richesses naturelles et sociales comme le bien commun de l'humanité entière.

Pour la bourgeoisie argentine, la conquête des Malouines est aussi une opération politique qui vise à désamorcer une situation sociale qui devient explosive: le 30 mars par exemple, l'armée a sauvagement réprimé la plus grande manifestation syndicale qui ait eu lieu depuis le coup d'Etat, faisant un tué et plusieurs blessés, et arrêtant deux mille personnes.

En jouant sur le chauvinisme, la dictature militaire prend un véritable bain de popularité, et les dirigeants de la CGT, intelligemment exhumés de leurs prisons pour la circonstance, se prêtent complaisamment à l'union sacrée. Mais les milliers d'ouvriers combattifs et de militants qui ont cherché à combattre la bourgeoisie et l'impérialisme et qui n'ont pas encore été exterminés par leurs bourreaux, restent, eux, à l'ombre... Que les prolétaires argentins et ceux des autres pays réapprennent cette leçon: l'union sacrée nationale se fait contre la classe ouvrière!

Les Malouines sont bien peu de chose. Mais la dispute qui est née autour d'elles prend des proportions bien plus grandes, entraînant les Etats, petits et grands, à prendre position.

On voit l'impérialisme américain, embarrasé par ce heurt imprévu entre ses alliés, mais qui finit par avoir le beau rôle d'arbitre: il en avait bien besoin pour faire un peu oublier ses crimes en Amérique centrale. On voit les impérialismes européens s'aligner sur l'Angleterre. On voit en revanche l'impérialisme russe bien content de pouvoir jouer un mauvais tour à l'impérialisme anglais en soutenant l'Argentine, conjuguant ainsi une nouvelle fois — le dernier exemple étant celui de la Pologne — socialisme et dictature militaire; bien content également de mettre ainsi un coin dans les chasses gardées américaines.

L'approfondissement de la crise capitaliste mondiale porte avec elle de nouvelles disputes, plus graves encore. Que dans chacune d'elles, la classe ouvrière se convienne toujours davantage des leçons qu'elle peut dès à présent tirer du conflit des Malouines, et elle pourra conquérir, avec une position indépendante de classe, la force de s'opposer à l'impérialisme et, à terme, d'en finir avec lui! ■

(10 avril 1982)

Pour le parti d'action révolutionnaire

Comme tout phénomène social, l'organisme-parti passe par une succession de stades de développement. C'est ainsi que Lénine analyse dans *Que Faire? l'histoire de la social-démocratie, c'est-à-dire du communisme, en Russie.*

La première période «embrasse une dizaine d'années, à peu près de 1884 à 1894. Période de naissance et de consolidation de la théorie et du programme de la social-démocratie. Les partisans de la nouvelle orientation en Russie se chiffraient par unités. La social-démocratie existait sans le mouvement ouvrier, elle traversait comme parti politique une période de gestation.

La deuxième période s'étend sur trois ou quatre années, de 1894 à 1898. La social-démocratie vient au monde comme mouvement social, comme essor des masses populaires, comme parti politique. C'est la période d'enfance et d'adolescence. Avec la rapidité d'une épidémie, l'engouement général pour la lutte contre le populisme se propage parmi les intellectuels qui vont aux ouvriers, ainsi que l'engouement général des ouvriers pour les grèves. Le mouvement fait des progrès immenses [...]. La formation d'un Parti au printemps 1898 fut la chose la plus marquante et en même temps le dernier acte des social-démocrates de cette période» (1).

Lénine distingue ensuite une troisième période, qui est une période de flottements et d'incerti-

tudes marquée par la lutte contre l'opportunisme réformiste, et qu'il ne ferme pas encore quand il écrit *Que Faire?*, en 1902. Il la définira plus tard comme celle du passage des cercles à celle du parti de révolutionnaires professionnels, doté d'un programme d'action et d'une organisation adaptés pour affronter la tempête révolutionnaire qui se prépare. Il affirme dans *La Maladie Infantile*, que «le bolchévisme existe comme courant de la pensée politique et comme parti politique depuis 1903» (2).

Cela permet de relativiser avec le recul du temps les termes utilisés par Lénine en 1902 et de définir la période de 1894-1898 comme une période de naissance et d'enfance du parti politique, puis celle de 1898 à 1903 comme celle de l'adolescence. C'est en pleine jeunesse, mais déjà entièrement «formé», que le parti connaît le baptême du feu révolutionnaire en 1905.

Il serait faux de vouloir appliquer de façon mécanique les différentes phases de construction du parti bolchévique à notre parti d'aujourd'hui, mais on doit au moins s'inspirer de la méthode suivie par Lénine pour chercher à définir à quel stade de développement nous nous trouvons actuellement.

Parallèle avec la naissance du parti bolchévique

Nous avons établi l'acte de naissance de notre parti en 1952 parce que c'est à cette époque qu'on pu être dégagés, au terme d'un long processus de lutte théorique et au prix d'une scission politique, les grandes lignes de la restauration doctrinale du marxisme et des leçons de la contre-révolution. Mais il s'agit seulement, pour reprendre les termes de Lénine, de «la naissance et de la consolidation de la théorie et du programme», qu'il fallait encore restaurer dans tous les détails où les générations précédentes les avaient portés et où le bilan de la défaite poussait à aller.

On peut dire en effet que, depuis cette date, le communisme révolutionnaire «existe sans le mouvement ouvrier», qu'il a «traversé comme parti politique une période de gestation». Jusque-là, le parallèle tient, avec une différence, toutefois.

Les groupes de communistes révolutionnaires qui se constituaient à cette époque en Russie ne s'appelaient pas encore parti. Mais pour eux, le sentiment d'appartenir au Parti ouvrier international était naturel, surtout depuis 1889 où s'était reconstituée l'Internationale, dont ils formaient, bien que de façon assez informelle, la section russe.

Pour ce qui nous concerne, nous

avons dû nous appeler parti dès 1952, pour affirmer que nos bases constitutives étaient bien celles du parti de la future vague révolutionnaire. Mais nous avons toujours eu conscience que nous ne formions que l'«embryon» du parti qui doit passer par toute une série de stades de développement, pour parvenir à être «l'organisateur du prolétariat sur la voie de la révolution», et donc pour «prétendre devenir, au sens réel et non métaphysique, la direction de la classe» (3).

La comparaison avec la Russie se complique dès qu'il s'agit d'apprécier le passage à la phase suivante. En Russie, le mouvement est relativement simple. Les énormes contradictions du «dernier féodalisme d'Europe» ont produit, comme le dit Lénine dans *La Maladie infantile*, dans le mouvement de la «pensée d'avant-garde», une recherche avide d'«une théorie révolutionnaire juste, en suivant avec un zèle et un soin étonnants chaque "dernier mot" de l'Europe et de l'Amérique en la matière» (4). Le mouvement prolétarien naissant en Russie avait donc la chance d'avoir sous les yeux un mouvement révolutionnaire déjà développé qui le faisait bénéficier, dès ses premiers pas, de ses atouts théoriques et pratiques les plus efficaces.

Il ne faut pourtant pas croire que leur assimilation a été facile. «En vérité, dit Lénine, le marxisme, seule théorie révolutionnaire juste, la Russie l'a payé d'un demi-siècle de souffrances et de sacrifices inouïs, d'héroïsme révolutionnaire sans exemple. d'énergie incroyable, d'abnégation dans la recherche et l'étude, d'expériences pratiques, de déceptions, de vérifications, de confrontation avec l'expérience en Europe» (5).

En tout cas, quand commencent les grandes grèves ouvrières de 1896, et que s'opère avec elles le passage définitif de la phase des

émeutes à celle de la lutte ouvrière organisée, la théorie marxiste était déjà non seulement, comme le remarque Lénine, «le programme parfaitement établi du groupe "Libération du Travail", mais elle avait gagné à soi la majorité de la jeunesse révolutionnaire de Russie» (6).

Dès lors a pu s'engager à grande échelle un processus de «fusion du mouvement ouvrier et du socialisme» qui exigeait comme creuset autre chose qu'un «société de propagande», terme avec lequel Engels avait caractérisé la Ligue des communistes de 1848. C'est ainsi que les communistes russes se donnèrent en 1898 une première ébauche d'«organisation effective des forces révolutionnaires», pour reprendre un autre terme d'Engels en opposition au premier.

Et si ce processus, qui se termine en gros en 1903, prend comme toute en Russie moins de dix années, là où il a fallu plusieurs décennies en Europe pour parvenir à un résultat qui s'est d'ailleurs avéré bien plus fragile, c'est parce qu'en Russie le socialisme, en tant qu'école de pensée, s'est trouvé exactement à l'heure au rendez-vous des premières manifestations du mouvement ouvrier spontané.

Il est inutile de préciser que nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation largement différente. Si le marxisme existe bel et bien depuis maintenant 30 années comme programme, ou comme «parti historique», et n'a donc pas à subir le long processus qui a été celui de la pensée théorique révolutionnaire de 1820 à 1848, c'est-à-dire en gros de Saint-Simon, Owen et Fourier à Marx, il doit cependant conquérir à ses conclusions les militants révolutionnaires que la maturation des contradictions du capitalisme pousse sur le terrain d'une lutte générale qui vise au

(Suite page 4)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

RÉUNIONS PUBLIQUES

■ A PARIS

Le Vendredi 23 avril, à 20h30, 27, avenue de Choisy, XIII^e M^o Porte de Choisy

■ A LAVAL

Le vendredi 23 avril, à 20h30, Centre social Haut St Nicolat 104, Boulevard Brune

PALESTINE: La lutte des masses exploitées

Un débat suivra

BILAN SOCIAL (2):

Les amortisseurs syndicaux

(Suite de la page 1)

Du côté des appareils des trois syndicats de salariés les plus implantés (par ordre décroissant: CGT, CFDT, FO, la FEN devra être étudiée séparément), on entend surtout actuellement des bruits de strapontins et de tiroirs-caisse. Inquiets à plusieurs titres de la désyndicalisation accélérée depuis 5 ans, ces appareils ont vu un moment dans le gouvernement de gauche l'occasion de regonfler leurs objectifs: mais les campagnes de recrutement de la rentrée 1981 n'ont pas donné grand chose, elles ont d'ailleurs été menées mollement.

Car le souci principal était tout de même de se carrer un peu plus dans les institutions bourgeoises. Quand nous parlons de strapontins, c'est fauteuils qu'il faudrait dire, et bien rembourrés!

Mais cela ne suffisait pas encore pour permettre à ces messieurs-dames de remplir des caisses diminuées, non par la solidarité dans les grèves, mais par la baisse des cotisations, et grevées par de coûteuses opérations du genre siège social grand luxe ou ordinateurs dernier modèle. Et pourtant, les cotisations ont cessé depuis longtemps d'être la principale ressource des syndicats. L'exemple le plus criant est celui de FO, financée à 29% seulement à sa fondation en 1948 par les cotisations, les 71% restants provenant de l'Etat français (avec son gouvernement socialiste d'alors), du plan Marshall américain, à travers le lobby de gangsters «syndicaux» de l'AFL-CIO et des syndicats

belges et suisses.

Le côté un peu trop voyant de ces subventions a été un des éléments de l'échec partiel de l'opération FO après la dernière guerre: c'est un des facteurs qui ont rendu nécessaire l'émergence de la CFDT pour encadrer les catégories rebelles au centralisme CGT. Mais ses vertueux dénonciateurs, surtout dans la CGT, sont aussi des syndicats subventionnés, pas tellement en roubles comme se l'imaginent les petits-bourgeois occidentalistes (ça ne serait pas gras!), mais en «bonne» monnaie nationale et autres devises plus solides: partage des fonds syndicaux de l'ancienne CGT après la guerre, subventions officielles, et surtout participation à une multitude d'organismes dits paritaires, ou tripartites, à tous les échelons (national, départemental, régional, municipal) qui permettent de caser des permanents et au moins de faire vivre un appareil; sans compter la manne récente des crédits de formation, qui finance séminaires, cours d'économie réformiste, voyages, etc., pour les apprentis-bonzes; et enfin, les précieuses retombées de la Sécurité sociale.

Précisons bien que même si tout cet argent était utilisé «honnêtement» (et la bourgeoisie a intérêt à avoir aussi des larbins vertueux), il n'en constituerait pas moins, pour des raisons matérielles et non morales, un moyen de ligoter les syndicats et de peser sur les orientations. N'oublions pas, par exemple, que la «représentativité des syndicats» (un des critères pour l'at-

tribution des sièges et des crédits) est appréciée, entre autres, en fonction de «l'attitude patriotique pendant l'occupation» et, en général, du dévouement au militarisme bourgeois.

Mais l'aspect financier n'est qu'un des côtés de l'intégration des appareils syndicaux à l'appareil de l'Etat. On sait que les syndicats participent à l'élaboration des plans (le 8^e, élaboré sous Giscard, est en cours de réalisation), qu'ils sont au Conseil économique et social, que Bergeron à la haute main sur les ASSEDIC ou l'UNEDIC. On le sait entre autres parce que ses cousins de la CGT et de la CFDT lui reprochent à grands cris sa collaboration (et il vrai que Barre et Giscard l'ont reçu un peu trop à l'Elysée par la porte de devant, les autre fréquentant plus discrètement tous les ministères).

Mais la CGT tient, elle, des positions solides jusqu'à maintenant dans la Sécurité sociale, dans les Comités d'entreprise et surtout dans les grandes entreprises nationalisées (EDF, Chemins de fer, Postes, Renault, jusqu'à nouvel ordre pour ce dernier exemple), sans compter tous les organismes du genre commissions paritaires, indirectement rentables dans la mesure où elles permettent de se créer une clientèle de protégés.

LA CFDT, elle, est venue plus tard sur le marché: elle a d'abord vécu, notamment, de la charité chrétienne qui n'est pas mince quand on connaît la vigilance du patronat chrétien et ses capacités à faire des sacrifices, même financiers, dans l'intérêt de la conservation du capitalisme. Mais à la faveur de la promotion socialiste, la CFDT veut plus: reprendre quelques fiefs à FO (dans le Nord par exemple), se tailler sa place dans la Sécurité sociale en cours de réorganisation, prendre dans les Comités d'entreprise du secteur nationalisé élargi la place qu'elle mérite, du point de vue bourgeois, par ses bons offices dans l'asphyxie des grèves, le contrôle des couches remuantes (immigrés, ouvrières), et son souci d'une politique industrielle moderne pour le capitalisme français.

Elle a été déjà bien pourvue en postes dans les ministères d'après le 10 mai, pour ses lieutenants. Elle a vu croître le nombre de ses places, modestes, mais prometteuses, dans tous les bureaux d'aménagement du travail et de la santé mis en place avant la «marée rose», comme les CHS (Comités d'hygiène et de sécurité dans les entreprises), le CNAM et les CRAM (organismes de «prévention» des accidents et maladies rattachés aux caisses nationales et régionales de la Sécurité sociale). Enivrée par les revers de sa rivale, le trouble — limité mais réel — apporté dans la CGT par l'affaire polonaise, par les excès de chauvinisme anti-immigrés en 1981, les revers subis au Comité d'entreprise de Billancourt en janvier 1982, la CFDT a pu croire temporairement le moment venu de lui donner le coup de pied de l'âne. Mais déjà le 20 janvier, un des penseurs syndicaux de la «force tranquille», P. Rosanvallon, faisait cette mise en garde dans un article de *Libération* intitulé *Le pouvoir et la question syndicale: «Le risque de voir le fait syndical progressivement réduit, la démarche patronale et la démarche gouvernementale pouvant paradoxalement converger à certaines conditions, est de ce point de vue probablement plus grave que le risque de constitution de bunkers CGT»*. C'est que, précisément, la promotion rapide des bonzes CFDT a cruellement dégarni un appareil réduit à la base, et que les soubresauts récents (luttés sur le temps de travail, grève en cours à Renault, échec jusqu'à maintenant des Conseils d'atelier, ce bébé éprouvette pourtant béni en novembre 1981 à Renault-Sandouville par un curé CGT), ont montré au gouvernement et à la partie la plus lucide du patronat qu'il était imprudent de se priver des services que peut encore rendre un appareil tout de même plus complet malgré les fissures comme celui de la CGT. D'où les cadeaux intéressés à la CGT-Billancourt, à Manufrance, etc., qui sont aussi la récompense (empoisonnée, certes) d'une certaine agitation sociale. Nous y reviendrons dans un prochain numéro

SALUT A LA GRÈVE DE FLINS !

(Suite de la page 1)

La grève a commencé mardi 28 mars par les caristes qui réclamaient le maxi: 131 F d'augmentation. Quand on sait que Hanon a misé 337 millions de dollars sur le marché américain, en rachetant AMC — «un vrai coup de poker», comme il a dit au Monde — 131 F pour 216 caristes, ça ne paraît pas lourd ! Et pourtant, on a coupé les cheveux en quatre, à Flins, pendant les négociations-bidon entre patron et syndicats.

Vendredi 2/4, les syndicats CGT et CFDT n'ont pas hésité à proposer aux grévistes un protocole honteux qui donnait les 131 F à 70% des grévistes, échelonnés d'ici... mars 1983. «Une avancée réelle», soulignait la CGT. La CFDT, elle, faisait sa discrète et sa «démocratique»: «que les travailleurs se prononcent» ! Ils se sont prononcés: 84% des votes contre au vote pourtant organisé et

surveillé par les syndicats, vrais flics du patron.

Rebelote: mercredi 7/4, les syndicats, après une réunion «surprise» avec la direction à 20h, sortent au bout d'une heure et font jaillir le lapin du chapeau: «Le patron recule», clame la CGT, «on a avancé», reprend la CFDT qui avance sur la pointe des pieds vers... son souci principal, les élections des délégués du personnel dans un mois ! Devinez l'accord ? Tous les caristes auront droit cette fois aux 131 F, mais d'ici août 1983, et divisés en six catégories d'ancienneté ! Mobilisation du PCF, bonzes CGT, porte-voix, tracts ignobles vantant l'accord... Jeudi à 17 heures à Flins: on organise le vote à la sauvette: Ouf ! 65% pour la reprise.

Il faut dire que tous ces messieurs de la bonzerie étaient invités à boire le coup jeudi à 15 heures à Billancourt avec Mauroy. Alors, la grève

«bouchon», on la fait sauter avant d'aller boire le champagne avec le premier larbin des patrons ! C'était difficile de chanter en chœur avec Mauroy «tout va très bien à la Régie» avec Flins paralysé depuis 10 jours.

Mais... ils avaient tout simplement «oublié» dans leur protocole d'accord les 2.000 P1 de Flins et les 15.000 OS qui avaient montré leur solidarité avec les caristes en débrayant sur leurs revendications le vendredi 2 et en défendant tout au long la grève contre les commandos de contremaîtres !

Alors, les OS sont partis en grève à peine les caristes rentrés. On en connaît qui ont dû s'arracher les cheveux: les médias ont essayé de faire le mur du silence mais il fallait bien finir par avouer que tout Flins restait paralysé cette fois-ci, par la grève de ceux de la sellerie et de la mécanique: ils étaient partis sur l'ensemble des revendications de tous les OS de la régie. Une liste longue qui revient à une augmentation uniforme du salaire de base pour tous et la baisse des cadences.

PROGRAMME COMMUNISTE IL PROGRAMMA COMUNISTA

FLINS: DÉSARROI D'UN BONZE

Qu'est-ce que ça raconte deux délégués du Comité d'Entreprise de Flins (CGT/PC), quand on les interroge ?

- «La grève, c'est chercher l'épreuve de force, c'est tout détruire !»
- «Les élections, c'est dans un mois, alors nos gars vont sur la pointe des pieds»
- «On n'est pas pour la grève, parce que c'est un coup de poker. Comment ça va tourner ? Ça, on ne le sait pas»
- «On risque bien de prendre un coup de parapluie derrière les oreilles, avec ces salauds de la CFDT qui tricotent la grève avec le patron»
- «Tu te rends compte: les gars, ils voient pas bien loin, ils refusent de reprendre sur une question de... dates !»
- «La grève sectorielle, c'est pas ça; mais la grève d'ensemble, c'est pas ça non plus»

Puis sortant notre tract: «ça, c'est des gars qui veulent tout détruire, c'est des dangers !»

Les mêmes qu'à Billancourt en novembre. Le patron a été réglo: il avait promis le lock-out aux caristes, il l'a donné aux OS. Les syndicats sont allés le négocier avec lui vendredi après-midi, mais discrétion et «responsabilité» obligent, ils n'en soufflaient pas mot aux travailleurs. Seule la CFDT faisait de vagues allusions à des «mesures» patronales...

Et maintenant ? Maintenant on a 6700 ouvriers sur le pavé: les syndicats les appellent tous à venir mardi 13/4 à l'usine. Ils ont déjà fait le coup à Billancourt en novembre 1981: quand les gars ont été là, ils ont dit: «Retournez vous coucher, faites confiance à vos délégués et au gouvernement de gauche» Ils ont ainsi torpillé la grève, non sans mal, et non sans traces. Pour Flins, cette fois la CFDT, qui flaire les élections, fait des pirouettes inconsidérées en lançant des phrases vagues sur des «ripostes». Nous ferons tout pour que les travailleurs la prennent au mot.

Nos militants sont intervenus à Flins dès le lundi 4/4, celui du premier vote des caristes avec un tract intitulé: «Vote bidon, non au protocole» Ensuite, nous avons travaillé à montrer aux grévistes de Flins l'exemple encore chaud de la grève de novembre à Billancourt: les dangers et les perspectives pour une lutte sur un terrain de classe. Et les bonzes ricanaient le mercredi 7 quand nous annoncions l'imminence du lock-out. A l'attaque du patron, à la trahison

des directions syndicales, nous avons incité par nos interventions les travailleurs à répondre avec leurs armes de classe: «Tout Flins en grève jusqu'à la victoire ! Occupation ! Solidarité Flins/Billancourt ! Déléguations sur les autres boîtes ! Forgeons notre unité dans la lutte !»

Il fait très chaud à Flins, et, malgré les apparences et le cirque Mauroy, il fait très chaud aussi à Billancourt: les syndicats suent à grosses gouttes, les gauchistes ont fondu.

Dans cette forge, le lock-out peut être une occasion de dépasser le fractionnement mortel des luttes à Renault et de donner un coup sérieux à l'union sacrée de la bourgeoisie et des bonzes syndicaux.

11 avril 1982

Brochure "Le Prolétaire" WALKA KLASY ROBOTNICZEJ

Correspondance pour la Belgique:
J.A. BP 199
1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse
Editions Programme, 12 rue du Pont
1003 Lausanne

Abonnements :

1 an: 70 F, 6 mois: 35 F

Pli fermé: 105 F et 55 F

Abonnements de soutien:
à partir de 120 F

Correspondance et abonnements:
20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de Saro
ou chèque postal à l'ordre du «Prolétaire»

Directeur-gérant: SARO
imprimerie «Editions Polyglottes»
232, rue de Charanton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission paritaire
de presse: 52926

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles: Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Angers: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.

● A Caen: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● Grenoble: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 17 avril, 8 et 22 mai, etc.

● Au Havre: vente au marché d'Harfleury le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● A Mans: vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Laval: vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● A Lille: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27, rue Adolphe.

● A Lyon: 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14h à 16 h, les samedis 24 avril, 8 et 22 mai, etc.

● A Nantes: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Paris: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.

● A Rouen: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● A Strasbourg: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● A Toulouse: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 2 et 16 mai, 6 et 20 juin, etc.

● A Valence: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 25 avril, 9 et 23 mai, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne: tous les samedis de 10 h à 12 h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

● A Genève: tous les samedis de 10 h à 12 h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1^{er} porte à gauche, puis 1^{er} porte à droite «atelier».

60.000 F POUR LA PRESSE DU PARTI AVANT JUILLET 82 !

La presse communiste révolutionnaire est une arme indispensable de la lutte prolétarienne.

Elle ne vit, n'est fabriquée, diffusée et défendue que grâce aux efforts et aux sacrifices constants, d'abord, des militants qui se dévouent entièrement à la cause de l'émancipation prolétarienne, mais aussi de tous les prolétaires et les camarades qui, sans pouvoir encore donner le meilleur de leur temps et de leurs énergies à cette cause, en sentent cependant l'importance, sympathisent avec elle et veulent contribuer à la défendre.

Ces efforts sont nécessaires en toute situation. Ils le sont davantage aujourd'hui, où la crise mondiale de la société bourgeoise appelle au renforcement international du réseau du parti révolutionnaire.

Souscrivez, faites souscrire vos camarades

Pour vos versements: directement à nos permanences ou par chèque bancaire à l'ordre de SARO ou CCP «Le Prolétaire» 139 13 D Paris.

Pour le parti d'action révolutionnaire

(Suite de la page 3)

renversement de l'ordre établi capitaliste.

Et comme on part en général aujourd'hui de programmes et d'idéologies encore démocratiques et nationaux, voire religieux, on comprend qu'il faudra là aussi des «sacrifices inouïs», un «héroïsme révolutionnaire sans exemple», une succession douloureuse d'expériences pratiques et de déceptions, avant que ces militants révolutionnaires ne retrouvent la doctrine de classe intégrale de Marx et de Lénine, que notre parti propage et cherche à faire pénétrer dans la lutte prolétarienne.

A la différence de la Russie de 1894-98, où l'enfantement du «parti d'action révolutionnaire» a été rapide et brutal après une phase de gestation d'une dizaine d'années, cet enfantement est aujourd'hui un processus infiniment plus complexe. Largement inégal suivant les pays, il a lentement commencé à la fin des années 60 et il est encore loin d'être terminé même dans un pays.

Premiers pas pour sortir aujourd'hui de la phase de gestation

La maturation idéologique avec laquelle a démarré dans les années 60 ce qu'on peut appeler le cycle du gauchisme a poussé vers notre parti quelques militants isolés, principalement en Italie et en France. Mais c'est surtout le reflux de cette vague politique et le pé-

rience conquise par notre petit parti pour se lier aux luttes ouvrières déclenchées en 1968, qui ont permis de faire les tout premiers pas pour étendre le réseau du parti à d'autres pays et engager le processus qui mène, à terme, au dépassement de la phase de gestation.

Les étincelles de la lutte révolutionnaire provoquées par l'éclatement des contradictions sociales qui a donné la vague du gauchisme, ont finalement pu être submergées par le reflux de cette vague; en Europe, où les conditions historiques ont permis à notre parti de se reconstituer, elles ne proviennent plus que de faibles secteurs, très inégaux selon les pays.

Cependant, la nature et le caractère international de notre organisation lui ont permis, même dans cette période maussade, de faire d'autres pas pour chercher à sortir de la phase de gestation, en s'appuyant sur la maturation politique provoquée par les contradictions gigantesques qui éclatent brutalement dans les pays de jeune capitalisme.

Dans ces pays, où s'est en gros achevé le cycle des révolutions anti-coloniales, des militants révolutionnaires projetés à une échelle incomparablement plus vaste que dans les métropoles impérialistes contre l'ordre établi, cherchent anxieusement à tirer le bilan de cette phase passée, à conquérir la théorie révolutionnaire juste, celle qui permet de comprendre le sens

de la période qui s'ouvre et d'organiser la force qui pointe dans des mouvements sociaux encore largement impurs, de la Turquie au Pérou, de l'Iran au Salvador ou à l'Algérie, à savoir la classe des prolétaires modernes.

Ce mouvement qui pousse des militants révolutionnaires à parcourir le monde pour chercher des armes théoriques de lutte plus acérées a permis à notre parti de commencer à développer sa presse et son réseau international hors d'Europe. On peut raisonnablement penser que c'est sur la crête de ce mouvement, qui n'en est encore qu'à ses débuts, que le marxisme révolutionnaire pourra se propager avec une vigueur proportionnellement plus grande dans les années qui viennent.

S'il rencontre en effet dans les pays de jeune capitalisme de terribles difficultés, qu'il serait fou de vouloir ignorer, les bases de son développement se trouvent encore fortement limitées dans les pays de vieux capitalisme impérialiste par le retard de l'éclatement ouvert des contradictions sociales, par leur amortissement relatif grâce à une épaisse couche d'amortisseurs sociaux et politiques, par le poids du réformisme social, et par l'inertie des habitudes et des vieux réflexes même lors de cet éclatement. L'approfondissement de la crise mondiale du capitalisme contribue cependant à contrecarrer ces facteurs comme le montre le formidable mouvement qui a secoué la Pologne depuis l'été

1980, et d'autres, plus modestes, mais prometteurs, comme la révolte des banlieues anglaises ou celle des sidérurgistes belges.

Les pas faits aujourd'hui par notre parti pour sortir d'une phase où l'histoire l'a contraint à n'être qu'une simple «société de propagande» et pour devenir une véritable organisation d'action révolutionnaire sont extrêmement limités, mais il n'est sans doute pas interdit de penser que l'accélération brutale des événements internationaux nous permettra maintenant de faire des pas plus décisifs, si du moins nous nous y préparons avec énergie et décision.

Nous en sommes donc, à l'échelle générale, à l'heure où les lenteurs de la maturation des conditions politiques de la naissance d'une organisation révolutionnaire de combat provoque d'inévitables et profondes douleurs. Mais nous devons avancer, sans regarder en arrière, avec la ferme volonté de nous appuyer sur les conditions politiques existantes et d'en tirer le meilleur profit, afin de raccourcir ainsi les délais nécessaires pour nous donner l'organisation adaptée à la période historique qui vient, cette organisation que nous voulons et dont a besoin la lutte prolétarienne. ■

(1) Lénine, «Que Faire», Œuvres, t.5, pp.531-532. Bordiga reprend cette analyse faite dans la conclusion de texte de Lénine dans *Russie et révolution*, II^e partie, §32.

(2) Lénine, «La Maladie infantile», Œuvres, t.31, p.18.

(3) Sur la voie du parti compact et revissant de demain, éditorial de la revue *Programme Communiste* n° 76, p.15.

(4) «La maladie...», p.19.

(5) «La maladie...», p.19.